

Solidaires

ET INTERNATIONALISTES!



Activités internationales de l'Union syndicale Solidaires : les actualités mensuelles

#137 – Août 2025

Spécial rencontre de Kyiv

Sommaire

- De la solidarité syndicale internationale à la construction syndicale commune
- Résolution adoptée lors de la réunion de Kyiv : Ukraine, Palestine, Iran, ...
- Eclats d'ambiance
- Le secteur ferroviaire
- L'éducation
- Santé – Social
- Et maintenant ?

Solidarité syndicale internationale

Depuis près de trois ans et demi, nous entretenons des relations suivies avec des organisations syndicales ukrainiennes. Impulsées à travers le premier convoi du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#), en avril 2022, elles se sont d'abord situées sous le sceau du soutien matériel, financier et politique à nos camarades en lutte contre l'invasion et l'occupation militaires russes. Nous avons pu constater tout de suite que nos camarades syndicalistes, malgré la guerre, poursuivaient leurs activités quotidiennes en défense des droits des travailleurs et des travailleuses, au front, dans les entreprises, dans les localités.

Les autres convois du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#), ceux organisés par l'intersyndicale française, les invitations à différents congrès ou rencontres, les débats organisés via le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, les échanges entre militant-es, tout ceci à renforcer nos liens.

Construction syndicale commune

C'est ce qui a amené certaines organisations ukrainiennes à rejoindre le [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#). Aussi indispensable soit-elle, il n'était pas question d'en rester à la seule solidarité. Avec les syndicats ukrainiens, nous voulons contribuer à renforcer le mouvement syndical international indépendant, de luttes. C'est le sens de la délégation organisée les 21 et 22 juin, à Kyiv, en collaboration avec nos camarades d'Inicjatywa Pracownicza, syndicat polonais membre du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#), très investi dans le travail commun avec les syndicats indépendants ukrainiens.

Deux jours intenses, un séjour trop court et qui appellent d'autres initiatives.



International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY4/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés
Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas
الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال
Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta
Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas
Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

Résolution adoptée lors de la réunion de Kyiv

Ukraine, Palestine, Iran, ...

Les organisations syndicales représentées à la réunion organisée à l'initiative du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#) les 21 et 22 juin à Kyiv, en Ukraine :

- Réaffirment leur soutien au mouvement syndical et à la résistance populaire ukrainienne contre l'agression militaire et l'occupation.
- Soutiennent les appels des syndicats et associations palestiniens à rompre avec l'État génocidaire qui les opprime, ainsi que ceux des syndicats et collectifs de travailleurs iraniens dénonçant les conséquences des attaques israéliennes pour la population de ce pays. Ces attaques ne visent en aucun cas à libérer le peuple iranien du régime autoritaire qui l'opprime.
- Nous sommes pour la paix dans le monde entier, mais il ne peut y avoir de paix juste et durable si elle est fondée sur l'impérialisme, le colonialisme, l'agression militaire ou des régimes qui nient la liberté et le droit des peuples à l'autodétermination.
- En tant que syndicalistes, nous organisons les travailleurs pour lutter le plus efficacement possible contre les attaques contre les droits de tous et pour l'amélioration des conditions de vie de ceux qui produisent la richesse actuellement accaparée par une minorité d'exploiteurs.
- Notre action syndicale est fondée sur la démocratie, le droit de chacun à participer à la vie syndicale, la lutte pour des revendications et contre toutes les formes d'oppression.
- Notre syndicalisme est internationaliste parce que nos intérêts sont communs et que la solidarité est une nécessité pour un changement profond.
- Mais au niveau international aussi, nous voulons développer un syndicalisme proche des travailleurs, directement lié à leur situation et à leurs revendications. La coordination par secteurs professionnels est une priorité. Un travail efficace dans ce domaine nous permettra de construire un mouvement de masse avec des perspectives émancipatrices.
- Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, dont certaines des organisations présentes ici sont membres, est un outil pour cela. Il est ouvert à toutes les forces syndicales indépendantes et à d'autres luttes : féministes, écologistes, antifascistes et antiracistes, qu'elles soient ou non membres de structures syndicales.
- La sixième réunion internationale du Réseau se tiendra à Chianciano Terme, en Italie, du 13 au 16 novembre, et nous appelons tout le monde à y participer !

Organisations syndicales représentées à la réunion de Kyiv les 21 et 22 juin 2025 :

- [SOYEZ COMME NOUS SOMMES](#), Mouvement des travailleuses et travailleurs médicaux ukrainiens.
- [PRIAMA DIIA](#), syndicat des étudiants et étudiantes ukrainiens.
- Syndicat indépendant des cheminot.es d'Ukraine de Kryvyi Rih.
- Syndicat indépendant des cheminot.es d'Ukraine de Kyiv – Dépôt Darnysta
- [INICJATYWA PRACOWNICZA](#), syndicat interprofessionnel, Pologne.
- [UNION SYNDICALE SOLIDAIRES](#), organisation syndicale nationale interprofessionnelle, France.

Eclats d'ambiance

Une semaine avant notre départ pour Kyiv, un bombardement a causé plus de 24 morts. Cet événement a accentué l'inquiétude partagée par nous-mêmes mais aussi nos proches. Les messages rassurants de nos camarades, sans la faire disparaître totalement, ont su nous rassurer. En effet, les images qui nous parviennent mettent légitimement l'accent sur la tragédie que vit le peuple ukrainien. Sur les deux jours de notre court séjour, quelques situations sont venues, si ce n'est compléter, du moins enrichir notre perception.

Après un vol de Paris à Varsovie, nous avons pris un train jusqu'à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine. Là, nous avons pris place dans un train de nuit, direction Kyiv. J'ai partagé mon compartiment avec deux jeunes filles, Anastasia et Diana. Par chance, Diana parle parfaitement anglais. Elle m'a expliqué qu'au début de la guerre, elle et sa maman ont fui, d'abord en Pologne puis en Allemagne ; le papa, ouvrier, est resté pour assurer la défense de Kyiv et apporter du soutien à la population. Sa maman, infirmière, est peu de temps après retournée à Kyiv exercer son métier. Diana s'est établie à Lublin, en Pologne, pour poursuivre des études de design. Ne disposant plus d'hébergement à Lublin durant l'été, elle et sa camarade retournent à Kyiv. Diana a tout juste 18 ans...

Arrivés au petit matin à la gare de Kyiv, beaucoup de monde. Une présence policière et militaire très discrète, nous faisant dire que nous croisons plus de flics Gare du Nord qu'ici. Après un copieux petit déjeuner avec quelques camarades, nous rejoignons tout le monde, pour participer à la rencontre.

Dans la soirée, après avoir fait des achats de nourriture, nous nous retrouvons pour un moment de convivialité. Les discussions politiques constituent les principaux sujets (rien de nouveau dans le monde syndical 😊). Quelques points néanmoins attirent mon attention. En effet, bien que toutes et tous comprennent le russe, beaucoup se refusent à parler la langue du pays agresseur. De même, ils et elles se questionnent sur la pertinence à étudier la littérature russe à l'école.

Aux alentours de 23h00, nous rejoignons notre hôtel : le couvre-feu décide de l'heure de la séparation !

A 23h30 retentit une sirène. Consigne nous avait été donnée de rejoindre le réfectoire en sous-sol. Je m'habille rapidement et m'y rend. Au bout de 20 minutes j'y suis toujours, seul. Je remonte voir la réceptionniste, restée à l'accueil. Elle m'explique qu'il n'y a pas d'annonce de fin d'alerte mais que l'on peut suivre l'évolution des risques de bombardement sur une application, sur smartphone. Elle m'indique qu'elle va aller se coucher, j'en fais de même.

Dimanche, en fin d'après-midi, Pierre, un ami militant, nous rejoint. Il travaille pour une agence gouvernementale française. Il se propose de nous accompagner faire un tour dans Kyiv avant que nous ne reprenions le train du retour. L'architecture imposante témoigne de l'occupation soviétique d'après-guerre. Pierre nous fait remarquer le moindre nombre d'hommes comparativement au nombre de femmes, d'enfants et de jeunes adultes. La conscription concerne les hommes de 25 à 60 ans. Cependant, des femmes, des hommes de moins de 25 ans, s'engagent volontairement. Pierre nous rappelle aussi que le pays est passé de 52 millions d'habitants et habitantes à un peu plus de 30 millions en l'espace de 10 ans, avec une décre très importante après février 2022.

Vers 22h30, les rues se vident, les métros se bondent, couvre-feu oblige.

Pour nous, c'est l'heure du retour. Séjour très trop court appelant à d'autres plus longs

Grand merci aux camarades.

Слава Україні !



Rencontre avec deux syndicats de cheminot·es ukrainiens

Les 21 et 22 juin, le [Réseau syndical international de solidarité et de luttas](#) organisait une rencontre, à Kyiv, avec des représentantes et représentants de plusieurs syndicats indépendants d'Ukraine :

- SOYEZ COMME NOUS SOMMES, syndicat d'infirmières d'Ukraine.
- ACTION DIRECTE, syndicat d'étudiants et étudiants en Ukraine.
- L'union régionale KVPU de Kryvyi Rih.
- Le Syndicat indépendant des cheminots de la région de Kryvyi Rih, affilié à la KVPU.
- Le Syndicat indépendant des cheminots de Kyiv, affilié à la KVPU.

Outre l'Union syndicale SOLIDAIRES, était aussi présente INITIATIVE DES TRAVAILLEURS, organisation syndicale interprofessionnelle nationale de Pologne.

Ce fut l'occasion, notamment, de recueillir les témoignages des animateurs des deux syndicats du secteur ferroviaire : Oleksandr Skiba, de Kyiv, et Vyacheslav Grigorievich, de Kryvyi Rih. En voilà les enseignements, à travers quelques informations générales d'une part, une interview du camarade Kryvyi Rih d'autre part.

Le contexte

La guerre

Depuis l'invasion du territoire par l'armée russe et la guerre menée par celle-ci, 23 cheminots sont morts sur le lieu de travail ; environ 600 cheminots et cheminotes sont morts sur le front ou à la suite de bombardements de villes. L'agression armée russe, ce sont aussi les alertes qui empêchent de dormir la nuit, les alertes qui empêchent de sortir la journée, ; même si cela finit par être « banalisé » (autant que cela se puisse !), ce n'est pas sans conséquence sur l'état global de la population. Les camarades notent que ces derniers temps, les attaques russes contre des infrastructures sont de plus en plus nombreuses.

Conditions de travail

Le temps de travail est passé à 60 heures par semaine. Ceci entraîne des conséquences sur les conditions de travail, les accidents du travail, la santé des cheminots et cheminotes. D'autant que les infrastructures et le matériel sont anciens ; là aussi, la situation de guerre pèse : les modernisations prévues ne sont plus la priorité. A titre d'exemple, la plupart des locomotives datent des années 1950 et présentent des risques en matière de sécurité, pour les cheminot·es, les usager·es, la population.



Les femmes dans les chemins de fer

Comme dans toute l'Ukraine en guerre, la place des femmes est importante. Selon nos camarades de Kyiv et de Kryvyi Rih, il y a actuellement environ 50% de femmes dans les chemins de fer, avec des inégalités de représentativité selon les fonctions.

Le soutien international

Aussi modeste ou insuffisant soit-il, il est ... vital. Nos camarades expliquent que ce qui est ainsi fourni évite des morts : médicaments, gilets pare-balles, jumelles, etc., ce type de matériel est transmis aux syndicalistes qui sont sur le front et renforce le soutien syndical aux travailleurs et travailleuses engagés en première ligne ; « grâce au syndicat, au front, ceux et celles qui sont syndiqués sont un peu mieux lotis et aussi mieux protégés ! » Les réponses aux demandes ponctuelles, comme les jumelles récemment financées par la fédération des syndicats SUD-Rail, entrent dans ce cadre aussi, comme l'ont rappelé Vyacheslav et Oleksandr.

Les trois convois organisés par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes en 2022 et 2023 ont été des actions directes de solidarité, à destination de plusieurs structures syndicales indépendantes ; les collectes organisées par l'intersyndicale française, remises à la FPU et à la KVPU, ont également contribué à une concrète solidarité internationale. La solidarité syndicale internationale pèse aussi dans le rapport de force avec les patrons.



[2]



Interview de Vyacheslav Grigorievich

Peux-tu te présenter à nos lecteurs et lectrices ?

Je m'appelle Fedorenko Vyacheslav Grigorievich, je travaille depuis l'âge de 17 ans dans les chemins de fer. J'ai commencé comme ouvrier de maintenance du matériel roulant, puis j'ai été assistant conducteur de locomotive électrique, avant de devenir conducteur de locomotive électrique à l'âge de 22 ans. J'ai deux diplômes universitaires, l'un en technique et l'autre en droit.

² Les photos 1, 3, 5, 7 et 9 ont été transmises par Vyacheslav ; les photos 2, 4, 6, 8 et 10 viennent d'Oleksandr. Sur les deux suivantes : Oleksandr lors du premier convoi organisé par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, en avril 2022, puis de la rencontre à Kyiv, en juin 2025. Ensuite, une photo prise au local du syndicat indépendant des cheminots de Kyiv, lors du troisième convoi du Réseau, en juin 2023. Enfin, deux photos de Vyacheslav illustrent l'interview.

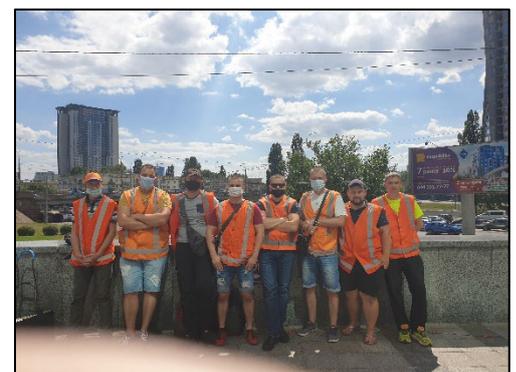
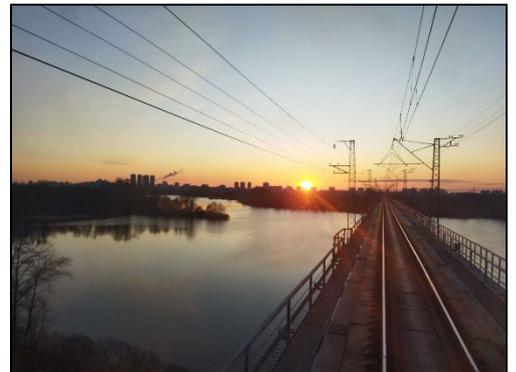
Cynisme patronal

La population est soumise à des obligations de sécurité durant les alertes ; pour une partie des cheminot-es, dont l'activité est directement lié à la sécurité des circulations et des usager-es, il n'est pas possible, par exemple, de quitter le poste de travail pour se rendre aux abris. Des cheminot-es ont ainsi été tué-es, sur le lieu de travail (conduite ou accompagnement de train, poste d'aiguillage, etc.) par les bombardements de l'armée russe ; la direction refuse de payer les indemnités liés au décès, renvoyant la responsabilité sur les travailleurs et travailleuses décédé-es ! Par ailleurs, durant les alertes, les cheminot-es ne sont pas payés... Ce problème n'est pas propre au secteur ferroviaire. Yuriy Samoïlov, du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (KVPU), lors de la série de réunions organisées par le [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#), nous avait raconté les luttes menées par les mineurs de Kryvyi Rih contre ces pratiques scandaleuses.



Luttes syndicales

Lors de la rencontre des 21 et 22 juin, Fedorenko Vyacheslav Grigorievich, du syndicat indépendant des cheminots de Kryvyi Rih (affilié à la KVPU), a insisté sur la défense juridique des travailleurs et des travailleuses dans le contexte actuel. L'agression militaire russe et la guerre sur le territoire ukrainien depuis plus de trois ans ont des conséquences directes sur ce plan-là aussi : de par le rôle stratégique du chemin de fer, « seulement » 10% des cheminot-es sur le front, les patrons menacent de licenciement ceux qui luttent pour leurs droits, sachant que « licenciement » signifie « envoi au front » ; par ailleurs, les droits de grève et de manifestation sont suspendus ... ce qui n'empêche pas qu'il y ait des luttes syndicales nombreuses, y compris sous cette forme¹.



Le soutien, sous toutes les formes possibles, aux travailleurs et travailleuses qui sont sur le front est une priorité des syndicats : « c'est grâce à eux si nous pouvons encore organiser des réunions comme celle-ci ; et c'est valable pour plein d'autres choses » a rappelé un des syndicalistes présents à Kyiv.

Dans la période, la défense juridique est une activité essentielle du syndicat. Notre camarade de Kryvyi Rih insiste sur un point : « c'est le syndicat qui assure ce soutien juridique, pas des cabinets extérieurs aux travailleurs et travailleuses ». Le patronat, lui, dispose de très nombreux avocats et aussi d'appui « au plus haut niveau » qui lui permettent, en multipliant les recours, de faire casser par des instances nationales des décisions prises par des juges locaux.



¹ Voir les nombreuses informations publiées sur le site du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#).

J'occupe actuellement le poste électif de président de la section syndicale primaire du syndicat libre des cheminots d'Ukraine du dépôt de locomotives de Kryvyi Rih et je suis vice-président du syndicat libre des cheminots d'Ukraine de la ligne ferroviaire du Dniepr. Je m'occupe de la défense des droits du travail et des membres du syndicat devant les tribunaux.

Quand, comment et pourquoi avez-vous fondé votre syndicat

L'organisation syndicale que je dirige a été fondée en 2018. Les raisons qui ont motivé la création de cette organisation syndicale de base sont les suivantes :

- 1) L'inefficacité de l'organisation syndicale déjà existante dans l'entreprise, qui adoptait une position pro-direction.
- 2) La restriction des droits et des garanties des cheminot-es, en particulier les modifications apportées en 2017 à la législation, en conséquence desquelles les cheminot-es ont perdu le droit de prendre leur retraite à 55 ans.
- 3) La volonté de créer une organisation syndicale efficace, adaptée aux réalités actuelles.



Quelles sont les luttes sociales les plus importantes que vous avez organisées ?

En 2018, il y a eu l'organisation d'une « grève » dans la région de Kryvyi Rih – les travailleurs et travailleuses ont parfaitement respecté leurs instructions de service, que l'employeur lui-même avait imposées. En conséquence, 44 grandes entreprises ont été paralysées ; les chemins de fer sont les artères de l'économie.

Quelle est la situation et quels sont les problèmes que connaissent les cheminot-es ?

Parmi les problèmes généraux les plus courants, figurent la non-conformité du lieu de travail aux exigences de la législation sur la sécurité et la santé au travail, les mauvaises conditions de travail, les violations de la législation sur la rémunération et les bas salaires.

Quelles sont les revendications de votre syndicat ?

L'amélioration de la situation des travailleurs et travailleuses, et le respect par l'employeur des exigences législatives en matière de rémunération et de sécurité et santé au travail.

Dans un pays en guerre et avec la loi martiale comment défendre les travailleurs et travailleuses ?

Aujourd'hui, la seule protection accessible aux travailleurs et travailleuses est la protection judiciaire, car en temps de guerre, les grèves et les manifestations sont interdites.

De nombreux cheminots sont mobilisés dans les forces armées ukrainiennes dont des membres du syndicat. Quelles relations avez-vous avec eux ? Que fait le syndicat pour les aider ?

Afin de préserver la vie et la santé des cheminots mobilisés, notre syndicat communique avec d'autres syndicats et des organisations étrangers afin d'acheminer l'aide humanitaire de manière ciblée. Le syndicat défend également les droits socio-économiques des travailleurs mobilisés devant les tribunaux.

On parle beaucoup de la reconstruction de l'Ukraine après la guerre. Comment vois-tu celle-ci et quel rôle doit avoir ton syndicat dans la reconstruction, dans l'Ukraine de demain ?

Dans le cadre de la reconstruction future du pays, je vois le syndicat continuer à défendre les droits sociaux et économiques des travailleurs et travailleuses. Avec le développement et l'expansion du syndicat, je pense qu'il sera nécessaire de représenter les intérêts des travailleurs et travailleuses au sein du pouvoir législatif, car les lois doivent être adoptées dans le but d'améliorer la situation des travailleurs et travailleuses.





Dans les universités

Priama Diia, un syndicalisme étudiant horizontal, enjeux et luttes

[...] [Priama Diia](#) est un syndicat étudiant ukrainien, refondé en 2023. [Priama Diia](#) revendique un syndicalisme de lutte basé sur l'horizontalité et l'autonomie des syndicats locaux rassemblés en congrès. Des comités permettant de coordonner les luttes et les actions du syndicat (dortoirs, anti-discrimination, aide juridique, communication) émanent de ce congrès.

Lors de la conférence, nos camarades ukrainien·nes ont détaillé leurs luttes et leurs enjeux :

- Absence de protection face aux dégâts liés à la guerre : les infrastructures universitaires, y compris les dortoirs, sont fréquemment endommagées lors d'attaques et sont rarement réparés. Au lieu de recevoir des financements publics suffisants pour restaurer les campus après les frappes russes, les universités doivent souvent se tourner vers des associations caritatives ou demander l'aide financière des étudiant·e-s ;
- L'état des dortoirs dans la plupart des universités ukrainiennes est déplorable. Le gouvernement fournit peu ou pas de financement pour les réparations ou pour offrir des services accessibles dans les logements étudiants. Certains responsables politiques ont proposé d'augmenter les loyers des dortoirs sans revaloriser les bourses étudiantes. En raison du manque de logements sociaux, les places disponibles en dortoirs sont très largement insuffisantes ;
- Réformes néolibérales de l'enseignement supérieur : l'introduction d'un système de financement par bourses menace l'accessibilité de l'enseignement supérieur et impose une obligation d'emploi aux étudiant·e-s dont les études sont financées par l'État. Le gouvernement, par décret, cherche à augmenter les frais de scolarité, rendant l'accès à l'université encore plus difficile et inégalitaire. Enfin la fusion forcée d'universités remet en cause l'indépendance et la spécificité des plus petits établissements ;
- Marginalisation, dans l'offre de formation, des approches critiques : les approches matérialistes et libertaires en économie, en philosophie et en histoire sont largement exclues des programmes universitaires. [Priama Diia](#) organise donc des ciné-clubs, des clubs de lecture et des cours gratuits afin d'aborder les théories et concepts qui ne sont pas enseignés à l'université.

A cause de la guerre menée par la Russie, de nombreuses universités organisent leurs formations complètement en ligne. Cette situation implique une forme d'aliénation d'une partie des étudiant·es vis-à-vis de la communauté universitaire. En tant que syndicat étudiant, [Priama Diia](#) tente de créer des espaces alternatifs de socialisation, d'échanges et de politisation. Ces ciné-clubs, ces cours gratuits et ces clubs de lecture sont autant de moyens pour créer ces espaces.

[Priama Diia](#) organise aussi des manifestations et apporte un soutien juridique aux étudiant·es ukrainien·es dans les universités où le syndicat est implanté. Les étudiant·es ont aussi mis en place des Free markets. Ces espaces permettent aux étudiant·es d'échanger librement des vêtements, des livres, des produits sanitaires... Ils sont aussi un moyen de créer du lien et de dynamiser les actions et les luttes menées par le syndicat. Enfin, [Priama Diia](#) est engagé à l'international, notamment à travers le Réseau syndical international de solidarité et de luttes (RSISL) ou le réseau Universities at War.

Inicjatywa Pracownicza (IP, branche étudiante)

La branche étudiante d'[IP](#), syndicat inter catégoriel polonais, est active depuis 2020 et est implantée dans 8 villes polonaises. Chaque branche locale fonctionne de façon autonome tout en organisant certaines actions au niveau national. Les camarades étudiant-es d'[IP](#) ont indiqué focaliser leur action sur les trois problématiques les plus urgentes : l'élitisme et l'accès à l'université, les emplois étudiants précaires et la crise du logement.

Les étudiant-es et les travailleurs-euses des universités polonaises font face à une privatisation massive des infrastructures (cantines, dortoirs...). La gestion du peu de nouveaux bâtiments ouverts est la plupart du temps externalisée et laissée à l'arbitrage d'acteurs privés. Seulement 9 % des étudiant-es ont la possibilité d'accéder à des logements étudiants alors même qu'au cours des cinq dernières années, les loyers dans les grandes villes polonaises ont augmenté, en moyenne, de 30 à 50 %. En conséquence, les dépenses mensuelles moyennes des étudiant-es (notamment logement et nourriture) ont dramatiquement augmenté depuis une dizaine d'années. En 2016, cette somme s'élevait à 1574 zlotys (environ 370 €) et à 3952 zlotys (environ 930 €) en 2024, selon une étude du Student Wallet Report. Les étudiant-es doivent donc de plus en plus travailler en parallèle de leurs études afin de subvenir à leurs besoins. En 2025, 83 % des étudiant-es déclarent travailler, dont 40 % à temps plein. Ces emplois sont le plus souvent très physiques, mal payés, sans congés ou arrêts maladie (« junk contracts »).

La branche étudiante d'[IP](#) considère la grève et l'occupation comme l'un des meilleurs moyens de créer un véritable rapport de force entre les étudiant-es et les institutions publiques (présidence de l'Université et ministère). De telles occupations ont eu lieu à Poznan, à Cracovie et à Varsovie. Avant de se rendre en Ukraine, la délégation française de Solidaires a d'ailleurs eu l'occasion de rencontrer les camarades occupant actuellement l'Université de Varsovie [occupation victorieuse, quelques jours plus tard].

Ce syndicat mène aussi diverses activités éditoriales (journaux étudiants, livres et brochures) afin de publiciser leurs luttes auprès des étudiant-es et du grand public. La branche étudiante d'[IP](#) est aussi engagée à l'international en tissant de nombreux liens avec [Priama Diia](#) et participe au réseau [Universities at War](#), que ce syndicat a participé à fonder, ainsi qu'au [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#).

Conclusions et perspectives

Les tables-rondes et les échanges ayant eu lieu lors de la conférence de Kyiv ont mené à plusieurs conclusions. En Ukraine, en Pologne ou en France, les étudiant-es et les travailleurs-euses font face à des problématiques similaires. La libéralisation de l'université, avec l'implication croissante d'acteurs privés dans les infrastructures ou dans les formations dispensées, mène inéluctablement à la dégradation des conditions d'études et de travail. Evidemment, la guerre impérialiste menée par la Russie en Ukraine aggrave ces dynamiques. D'une part car l'armée russe bombarde quotidiennement la population ukrainienne, sans distinction, et d'autre part car le gouvernement ukrainien mène une politique de casse sociale et tente de criminaliser l'action syndicale de nos camarades.

Il est essentiel de continuer à tisser des liens avec ces organisations syndicales. Pour ce faire, les échanges entre branches professionnelles doivent être prioritaires. SUD Éducation était d'ailleurs représenté du 4 au 6 juillet 2025 à Bologne, pour le IIIème Congrès du réseau [Universities at War](#). Plus que jamais, la solidarité syndicale internationale !



Хто ми?

Солидарія, єдина, демократична, SUD education була створена після масових страйків 1995 року в Парижі, Тулузі та Монпельє. Наприкінці травня 1998 року в Ліоні профспілка SUD Education провела з'їзд, щоб утворити федерацію автономних профспілок. Таким чином, SUD education є федерально-департаментською і міждепартаментською профспілкою, яка охоплює всю територію країни. Кожна місцева профспілка організована демократично і бере участь у визначенні діяльності федерації.

SUD education є міжгалузеву профспілкою, яка прагне об'єднати вимоги працівників від дитячих садків до університетів, у школах, коледжах, ліцей, університетах та всіх службах. Ми сповідуємо профспілковий боротьбистський підхід, який захищає права працівників, учнів та студентів без компромісів з ієрархією. SUD education щодня бореться за безкоштовну, світську, рівноправну та емансипаторну державну школу.

Як члени профспілки Union syndicale Solidaires, ми відстоюємо інше бачення профспілкового руху, засноване на демократії на низовому рівні та самоуправлінні в житті профспілки. Разом з профспілкою Union syndicale Solidaires, SUD education висуває вимоги щодо перетворення суспільства в цілому та сприяє життю Міжнародної мережі солідарності та боротьби профспілок (RSISL).

Огранич боротьби, які несе SUD education:

SUD education бере участь у боротьбі на всіх рівнях. По-перше, SUD education бореться проти руйнування державної служби, яке відбувається вже кілька років поспіль за урядів різних політичних сил. Міністр економіки Ерік Ломбар запитував скорочення державного бюджету на 40 мільярдів євро до 2026 року. У секторі освіти це означає ще менше копій для учителів, студентів та персоналу, в той час як державні школи вже кілька років поспіль страждають від наслідків жорсткої економії на користь найбагатших. SUD education, як і інші профспілки, втілює відмову від запропонованого урядом скорочення 4000 робочих місць у національній освіті. У сфері вищої освіти та наукових досліджень (ESR) бюджет на 2025 рік є одним з найгірших за останні 20 років, тоді як 3/4 університетів мають дефіцит. І одним розчерком пера 26 квітня уряд знову скоротив фінансування ESR на 500 млн євро. Бюджет на 2026 рік обіцяє бути болочим для державних служб. Ці ситуації мають важкі наслідки для учнів, студентів та персоналу, які відчують скорочення робочих місць, замороження кампаній з прашеваштування, припинення компенсаційних виплат, зупинку ремонтних робіт у будівництві...

SUD education є невід'ємною частиною соціального руху державних службовців. 5 грудня минулого року близько 20% державних службовців страйкували. 13 травня 5 з 8 профспілок, що представляють державних службовців, організували новий день страйку. Паралельно SUD education щодня бореться за поліпшення умов праці всіх працівників, насамперед тих.

Présentation de SUD Education en ukrainien



Santé - Social

SUD Santé Sociaux

Après une brève présentation de notre fédération, nous avons présenté la situation de nos secteurs (sanitaire, social, médico-social) qui dans sur de nombreux aspects rejoint celle que rencontre nos camarades ukrainiennes.

Nous participons à des instances de « négociations » nationales, à des intersyndicales avec des syndicats proches du notre, ainsi qu'à des collectifs (Travail social en Lutte, Tour de France pour la Santé) et sur le plan international (Réseau Européen, PHM, RSISL). Par ces engagements, nous visons la convergence des luttes car les attaques des puissances financières néolibérales avec la complicité des divers gouvernements n'ont eu de cesse de détruire un système de protection sociale qui était cité en exemple il y a encore quelques années.

Avec quelles conséquences pour les agent-e-s et les salarié-e-s :

- Dégradation des conditions de travail
- Fuite des personnels par choix, ou à la suite d'une souffrance professionnelle (maltraité-e-s/maltraitant-e-s, burnout...)
- Dégradation des conditions de vie (salaires, horaires, congés ...)
- Déqualification, turnover important,

Et pour la population :

- Dégradation des conditions d'accueil et d'accompagnement
- Difficultés d'accès aux soins (fermeture de services (maternité, urgences, structures sociales ...) temporaires ou définitives
- Recrudescence des morts évitables, de la mortalité infantile
- Pénurie de médicaments
- Augmentation des restes à charge

Par ailleurs, nous avons aussi mis l'accent sur le caractère sexiste des politiques sanitaires et sociales par la discrimination de secteurs fortement féminisés conduisant à une Uberisation du travail. Nous avons aussi rappelé notre engagement contre les VSS tant dans nos organisations de travail que de militantisme.

Nous avons aussi évoqué nos engagements aux côtés de nos camarades ultramarins et exprimé notre soutien aux victimes des conflits en cours (Ukraine, Gaza, ...)

A travers cette rencontre, nous nous sommes efforcés de faire vivre nos valeurs de solidarité internationale. Cette démarche, malgré les difficultés, doit encore s'amplifier, il en est de notre responsabilité à toutes et tous.

Soyez comme nous sommes

Ruslana Mazurenok, présidente du syndicat de la santé de Khmelnytskyi, membre de *Soyez comme nous sommes*, a publié ce compte-rendu :

Rencontre internationale des syndicats : solidarité sans frontières

Les 21 et 22 juin, une rencontre internationale des syndicats indépendants d'Ukraine, de Pologne, de France, ainsi (en ligne) que des représentants d'Italie, de Suède et du Brésil a eu lieu. Les discussions ont porté sur « Les relations de travail et les problèmes sociaux en Ukraine pendant la guerre. Perspective internationale et coopération ».

Parmi les participants figuraient des représentants des syndicats des médecins, des enseignants, des cheminots et des initiatives étudiantes : « Mouvement médical « Soyez comme nous sommes » (Ukraine), Syndicat des travailleurs de la santé et de l'aide sociale (SUD Santé Sociaux, France), le Syndicat des travailleurs de Pologne et le syndicat étudiant polonais et Action directe (Ukraine), le Syndicat indépendant des cheminots et le Syndicat des travailleurs du transport ferroviaire (SUD-Rail, France) [et SUD Education], ainsi que des représentants d'organisations syndicales d'Italie, de Suède et du Brésil (en ligne).

Au cours de la réunion, en tant que représentante du Mouvement médical « Soyez comme nous sommes », j'ai parlé des activités de l'organisation, de la lutte pour des conditions de travail décentes, une rémunération équitable et la reconnaissance de la profession médicale, des problèmes systémiques dans le secteur de la santé et des défis auxquels sont confrontés les médecins ukrainiens : du burn-out aux licenciements et à l'inégalité d'accès aux services médicaux. La question de l'impact du nouveau modèle de financement par le biais du NSH [système de santé] a également été soulevée : en raison des conditions changeantes du NSH, qui sont modifiées unilatéralement, selon des « paquets » de services, le financement des hôpitaux est réduit et ceux-ci perdent leur capacité à fonctionner. Cela entraîne la fermeture d'établissements médicaux, en particulier dans les zones rurales et les régions proches du front, ce qui provoque de vives tensions sociales au sein de la population. À un moment où les gens ont besoin de soutien, ils se retrouvent sans accès aux soins médicaux de base.

L'impact global de la guerre sur les différents secteurs, en particulier sur la santé et les activités syndicales, a également été discuté : baisse de la confiance, pression des autorités et besoin d'un soutien international. Elle a souligné la nécessité de démocratiser le ministère de la Santé, d'accroître la transparence, d'organiser des consultations publiques et d'associer la communauté médicale et la société civile à la prise de décisions. C'est la clé d'un véritable changement dans le système de santé.

Ensemble, nous construirons des systèmes plus forts et plus justes.



Et maintenant ?

Comme pour toutes les régions du monde, pour établir des relations syndicales efficaces dans la durée avec le syndicalisme indépendant ukrainien, le rôle de nos fédérations, unions, syndicats professionnels est déterminant.

Prendre contacts à la base !

Dans le prolongement de cette rencontre de Kyiv, les contacts directs de SUD-Rail, SUD Santé Sociaux et SUD Education sont à prolonger. Des possibilités existent pour les camarades de Solidaires Etudiant.e.s, SUD Industrie. D'autres sont à construire dans les secteurs professionnels qui le souhaitent. Les équipes interprofessionnelles départementales ou locales peuvent aussi être mises en lien avec des structures similaires en Ukraine. Echanges, parrainages, jumelages, bien des possibilités existent pour que les collectifs syndicaux du terrain discutent de leurs pratiques en France et en Ukraine.

C'est ainsi que se construit un outil syndical international utile aux syndicats indépendants, de lutte, anticapitalistes, féministes, écologistes, anticolonialistes, antiracistes, etc. : le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

S'informer

Sur le site de l'[Union syndicale Solidaires](#), voir les nombreuses publications – dont plusieurs bulletins Solidaires et internationalistes – avec l'occurrence « Ukraine ».

Sur le site des [Utopiques](#), les 40 numéros parus à ce jour de *Soutien à l'Ukraine résistance*, publiée par les Brigades éditoriales de solidarité, dont [Les utopiques](#) et le [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#), sont disponibles.

Sur le site du Réseau syndical international de solidarité, voir également les publications relatives à l'Ukraine. <https://laboursolidarity.org/fr/>

L'[Union syndicale Solidaires](#) poursuit le travail au sein de l'intersyndicale française « Ukraine », ainsi que du [comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine](#) ; le bulletin syndical du [Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine](#) est sur le site du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#).

Soutenir financièrement, pour soutenir matériellement

Nos camarades d'Ukraine sont toujours confronté-es à la guerre menée par la Russie de Poutine. Contribuer à répondre à leurs besoins est indispensable si nous voulons être cohérent-es en matière de solidarité syndicale internationale. L'association « Convoi syndical » qui a participé à de nombreuses actions de solidarité héberge nos dons. Les syndicats, sections syndicales, syndicalistes, travailleurs et travailleuses peuvent :

- faire un chèque à l'ordre de « Convoi syndical » et l'envoyer à Solidaires, 31 rue de la Grange aux belles, 75010 Paris (en indiquant « convois syndicaux » sur l'enveloppe)

ou

- effectuer un virement sur le compte du Convoi syndical :

FR12 2004 1000 0127 9649 6A02 006 – PSSTFRPPPAR.

La Banque postale Centre financier Paris.